



POLITIQUE

Sceptiques, les enseignants à nouveau mobilisés

MARIE-ESTELLE PECH

🐦 @MariestellPech

LES ENSEIGNANTS devraient à nouveau se mobiliser de façon conséquente ce jeudi contre la réforme des retraites. Les syndicats exigent « des augmentations de salaire sans contrepartie ». Frédérique Rolet du Snes, principal syndicat d'enseignants du secondaire, prévoit une grève comparable à celle du 17 décembre. Ce jour-là, 25,05 %

des enseignants étaient en grève dans le primaire et 23,32 % dans le secondaire, selon le ministère. « Nous n'avons pas toutes les remontées car les écoles n'ont repris qu'il y a deux jours mais selon nos estimations, portant sur une école sur trois, nous compterons entre 30 et 40 % de grévistes », assure de son côté Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, principal syndicat d'enseignants du primaire. Certaines grandes villes comme Paris ou le département de la Seine-

Saint-Denis devraient être, comme à chaque fois, très touchés. La section locale du Snuipp-FSU annonce ainsi 100 écoles fermées sur 656 et 60 % des enseignants parisiens en grève. « Les annonces du gouvernement faites ces dernières semaines ne rassurent en rien les enseignants des écoles. Ils ne croient pas à « la revalorisation historique » annoncée par le ministre alors même que le point d'indice est encore gelé cette année ! », insiste le syndicat.

Manque à gagner

Le ministère s'est pourtant engagé, à partir de 2021 et jusqu'en 2037, à augmenter progressivement les professeurs, à hauteur de 8 à 10 milliards d'euros. Soit, à terme en 2037, 700 à 900 euros brut mensuels en

moyenne par enseignant. Même en tenant compte de l'inflation, l'effort des finances publiques serait sans précédent. « Si la première année, le ministère met 400 millions d'euros sur la table, il devra mettre 800 millions d'euros sur la table la deuxième année et ainsi de suite. Les sommes se cumulent. On est évidemment bien au-delà de 500 millions d'euros d'augmentations annuelles en tout et pour tout en quinze ans », explique-t-on dans l'entourage du ministre.

Des informations confirmées par des responsables syndicaux comme Stéphane Crochet de l'Unsa ou Frédérique Rolet du Snes-FSU même si ces derniers doutent des capacités du gouvernement à tenir cet engagement.

Cette somme, il faudrait évidemment la pérenniser chaque année à partir de 2037, soit 8 à 10 milliards de dépenses supplémentaires annuels pour les finances publiques, qui viendraient s'ajouter aux 51,7 milliards annuels actuels de dépenses du ministère de l'Éducation nationale. Selon ce scénario, les retraites des enseignants ne baisseront pas, a promis le gouvernement. Et ils seront revalorisés de façon conséquente, devenant de facto, l'une des catégories professionnelles les mieux servies par la réforme des retraites. Cela, les enseignants ne le croient pas. Ils préfèrent calculer le manque à gagner pour les pensions des professeurs des écoles, sans tenir compte des promesses gouvernementales. « Des pertes pouvant aller jusqu'à 900 € par mois. Alors qu'un tiers des enseignants part aujourd'hui à la retraite avec une décote, l'âge pivot prévu à 64 ans n'arrangerait rien ! », selon le Snuipp. ■



Quelque 120 motos affectées aux Brigades de répression des actions violentes (BRAV-M) seront en appui des 5 500 policiers et gendarmes déployés ce jeudi à Paris.

DRAGAN LEKIC